



## **POURQUOI LA CGT FINANCES N'A PAS PARTICIPE AU CDAS DU 24 NOVEMBRE 2015**

Face aux attaques répétées du Gouvernement, Macron en tête, contre les fonctionnaires et leur statut ;

Face au déni de démocratie sociale du 1<sup>er</sup> Ministre Valls qui appliquera le Parcours Professionnel Carrières Rémunérations, et qui passe outre la représentativité des 3 syndicats majoritaires et leur décision de ne pas signer cet accord ;

Face au dialogue inexistant de la part de la Direction Générale qui a conduit la CGT, FO, Solidaires et la CFDT à quitter le Comité Technique de Réseau et à suspendre leur participation à tout CTR ou Groupe de Travail ;

Face à l'irresponsabilité et au dialogue de sourd de la part du Gouvernement qui supprime encore 2 545 emplois aux Finances en 2016 ;

Face à la casse du service de proximité et au démantèlement du réseau ;

Face aux dégradations des conditions de travail et à la hausse des risques psycho-sociaux dans l'Yonne ;

Face à la baisse de 40 millions d'euros du budget de l'Action Sociale pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 1989, au gel du point d'indice depuis 2010, et à la perte du pouvoir d'achat que subissent les fonctionnaires

**La CGT Finances de l'Yonne a décidé de ne pas participer à la deuxième convocation du CDAS ce jour.**

Bien entendu, les décisions budgétaires étant déjà prises, ce boycott ne pénalisera pas les agents et le déroulement des sorties à venir.

Concernant l'arbre de Noël, les travaux préparatoires sont entérinés depuis longtemps, ce boycott est là encore, sans incidence.

*Vous trouverez au verso la déclaration liminaire que nous avons lu avant de quitter la salle*

## DECLARATION LIMINAIRE CDAS DU 24 NOVEMBRE 2015

La CGT est profondément choquée et indignée par les attentats criminels qui ont été perpétrés vendredi 13 novembre à Paris.

Toute la CGT tient à témoigner de son soutien et de sa solidarité à l'ensemble des familles touchées par cette tragédie.

Elle salue la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services et entreprises publics, qui montrent en chaque circonstance, leur engagement au service des populations.

Les militants et les syndiqués de la CGT continueront plus que jamais à défendre au quotidien les valeurs de solidarité, de paix et de fraternité, valeurs essentielles de la démocratie et de notre république.

Alors que notre société vit une crise économique et sociale terrible, ces fondamentaux doivent être réaffirmés plus que jamais. Face à ces actes criminels sans précédent, toutes tentatives d'opposition de salariés ou de citoyens doivent être condamnées.

Le gouvernement vient de prendre des mesures d'urgences en matière de sécurité. Ces mesures ne peuvent être prises sans moyens humains (effectifs) pour lesquels, nous, La CGT, nous nous battons depuis tant d'années.

Nous saluons l'annonce faite par le Président de la République de la création de 1 000 emplois douaniers tout en restant très prudent sur l'effectivité de cette annonce et sa déclinaison.

Bien entendu, il ne s'agit pas de 1 000 créations fermes mais de 500 emplois pour la douane. C'est une bonne nouvelle, mais bien insuffisante au regard de l'importance des missions des douaniers. Ces créations engendreront, hélas, certainement des suppressions d'emplois dans d'autres administrations.

Concernant le Ministère des Finances, les agents font face depuis plusieurs années à des suppressions massives d'emplois, plus de 30 000 en dix ans et encore près de 2600 en 2016. Dans un climat social de plus en plus tendu, ils voient leurs conditions de travail se dégrader de jour en jour, leur mission de service public et leur statut remis en cause ! Depuis 2010, tout comme l'ensemble de la fonction publique, le point d'indice et de leurs rémunérations sont bloqués.

Les organisations syndicales ont pris connaissance du projet de loi de finances pour 2016. Ce projet fait état, pour l'Action Sociale, d'un budget en baisse de 28 millions d'euros et de la suppression de la subvention (26,6 millions d'euros en 2015) à l'association ALPAF (logements et cautionnement de prêts). Par ailleurs, la subvention EPAF (tourisme social) diminue de 540 000 euros.

A ces chiffres bruts, il faut ajouter la réserve de précaution de 8 % soit 12 millions d'euros. Budget 2015 : 155 millions. Budget 2016 : 115 millions **Montant du hold-up : Moins 40 millions d'euros pour l'Action Sociale.**

Pour les agents actifs et retraités des Ministères Économiques et Financiers et leurs familles, l'action sociale est primordiale. Cet acquis de 1989, auquel nous sommes particulièrement attachés, a été obtenu après de longues luttes. Son but est d'aider les agents des finances dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie.

Aujourd'hui, le ministère des finances s'attaque à l'Action Sociale et remet en cause les prestations destinées aux agents. Les ministres nous ont délibérément masqué la réalité des chiffres. Nous ne pouvons l'accepter. C'est pourquoi, devant cette absence de dialogue social à tous les niveaux et face au mépris affiché en direction des agents, La CGT a décidé de ne pas siéger à ce CDAS.

Les représentants CGT Finances de l'Yonne

Nathalie ARNASSAND (Finances Publiques) Christophe BOUDOT (Douane) Caroline GERMAIN (Finances Publiques) Didier BOURIGAULT (Douane)